

Une détermination renforcée

Peut-être la situation internationale et la situation européenne se sont-elles un peu clarifiées à l'époque où, fin juillet, ce numéro de *Diasporiques* est diffusé ? Au moment où, un mois plus tôt, ont été écrites ces lignes, rien n'était moins sûr et les questions étaient nombreuses. L'inénarrable président américain aura-t-il réussi à déclencher une nouvelle guerre au Proche-Orient ? Les nouvelles instances de gouvernance de l'Union européenne seront-elles parvenues à constituer un exécutif capable de dépasser la méfiance persistante à leur égard, même si celle-ci n'a apparemment pas la même intensité que celle qui prévaut au sujet des instances nationales ? Et cela de surcroît pour quelle Europe, compte nécessairement tenu des différences massives de conception qui se sont ouvertement exprimées au cours des derniers mois et notamment pendant la campagne électorale. À ces interrogations voire à ces doutes on peut au moins opposer une réalité : l'Union existe et, hormis les extravagantes péripéties du Brexit, on peut dire avec Galilée que « et pourtant elle tourne » !

S'agissant de la France, les élections européennes ont été, on le sait, à la fois décapantes et clarifiantes. Qu'on le déplore ou qu'on s'en réjouisse, les partis traditionnels de gauche et de droite ont été obligés de

prendre acte de leur effondrement. La logique structurelle de la V^e République a parfaitement fonctionné : le président reste en place, il continue à disposer à la fois de l'exécutif et du législatif et le fait que son parti ait obtenu un siège de moins que le Rassemblement national ne change strictement rien à l'affaire en termes de politique intérieure (ni au demeurant en termes de politique européenne). Contrairement aux affirmations péremptoires d'un des leaders de l'opposition, cette élection n'avait rien d'un référendum, encore moins d'un plébiscite, et il est dès lors parfaitement normal que ses résultats aient été à l'image de la diversité partisane du pays. Ce qui est regrettable est que certains, précisément, aient tenté d'en faire un référendum et donc de la détourner de son objet : l'amélioration indispensable du fonctionnement de l'Union.

Dans ce contexte dont on ne peut sous-estimer la lourdeur, que peut faire une revue comme *Diasporiques* ? Nous posons explicitement la question dans le texte qui figure de façon récurrente en tête de la rubrique « Dans ce numéro » en page 3 et dont nous avons modifié la rédaction. La revue continue à prôner, en tant qu'utopie politique, le développement d'une « éthique de la connaissance », le mot connaissance étant pris dans son sens le plus global,

incluant expressément la connaissance de « l'autre ». Mais le texte précise désormais plus explicitement qu'à cette fin elle traite « de la coexistence, au sein des sociétés modernes, d'une multiplicité de cultures et de convictions, voire de peuples, qu'il est impératif de reconnaître et de respecter » ; qu'elle s'intéresse notamment « à la manière dont pourraient s'organiser les collectivités humaines de façon plus authentiquement démocratique qu'au seul travers d'États prétendument souverains » ; qu'enfin elle porte une attention particulière au « droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, aux mouvements migratoires et bien sûr au devenir de l'Europe ». Tout ceci constituant la trame d'une programmation à long terme de son contenu.

Les deux premiers de ces points sont abordés au sein de ce numéro par un article intitulé « Organiser de façon prioritaire des débats non décisionnels », dont l'objectif est de proposer de faire porter sur la gestion des convictions l'affrontement des difficultés résultant de la multiplicité des cultures qui coexistent au sein d'un même espace géographique. Pourquoi ce choix ? Parce que nos convictions de divers ordres sont plus accessibles que les cultures qui ont contribué à les engendrer : elles se situent à l'échelle humaine, chacun de nous est libre d'en avoir, de les exprimer, d'en changer, sans pour autant que cela ébranle les socles culturels de la société. Et comment faire pour y parvenir concrètement ? En suscitant l'organisation de multiples débats permettant à chacun de prendre part à ceux de son choix. Et par là même de prendre conscience de l'enrichissement qui naît de la multiplicité des

convictions sur les thèmes abordés dès lors qu'on accepte simplement l'existence de cette diversité par essence conflictuelle et la nécessité d'une confrontation engagée mais non violente à leur sujet. Une modalité d'action qui nous semble si importante qu'elle nous conduira sans doute à changer le sous-titre de la revue, de « Cultures en mouvement » au profit de « Société, cultures et convictions ». C'est en l'occurrence le titre de l'association dont les statuts viennent d'être déposés et dont la revue sera l'un des porte-paroles.

C'est bien ainsi que nous pourrions contribuer, avec modestie mais détermination, à renforcer l'organisation démocratique « à la base » de nos sociétés, et cela même si les systèmes de gouvernance « au sommet » ont un peu partout dans le monde tendance à accroître le rôle personnel des « chefs » d'État et le poids de la « souveraineté » qui leur est ainsi déléguée ou dont ils s'emparent lorsque les élections ne sont pas vraiment aussi libres qu'elles sont censées l'être. ☉